

L'Adresse—M. Horner

ministère et les organismes qui relèvent de moi ont considérablement accru leur aide à l'industrie canadienne. Je signalerais au passage que nous aidons l'industrie canadienne partout au Canada, y compris dans l'Ouest. Nous avons déployé beaucoup d'efforts pour aider l'industrie pétrolière et gazière en particulier en Alberta au cours de l'année passée.

Les déclarations du premier ministre, celles du président du Conseil du Trésor (M. Andras) et enfin celles du ministre des Finances en août dernier ont constitué une démonstration supplémentaire du fait que nous souscrivons au principe d'une croissance économique et d'une gestion prudente. Le ministre des Finances a annoncé de nouveaux déboursés de l'ordre de 300 millions de dollars en 1979-1980 pour soutenir le rythme du développement économique. On consacra une nouvelle somme de 65 millions de dollars au tourisme et aux industries extractives. Vingt-huit millions de dollars iront à des programmes de soutien industriel, environ 70 millions aux chantiers navals et aux installations de radoub et d'autres capitaux encore seront investis dans des grands projets nécessitant des investissements élevés.

Monsieur l'Orateur, voilà ce que j'avais à dire pour faire ressortir le sens des responsabilités, de l'unité et de la coordination qui caractérise l'approche adoptée par le gouvernement sur le plan économique. Réduire les prélèvements économiques effectués par l'État sur notre pays, geler les ressources pour donner une plus grande marge de manœuvre à l'entreprise privée, offrir des politiques gouvernementales de soutien afin d'améliorer le climat des investissements, voilà autant d'objectifs auxquels collaborent les ministères fédéraux. Ces politiques se recoupent et elles s'imbriquent dans le contexte des six principales directives que s'est données le gouvernement. Il s'agit d'un cadre visant à revaloriser le rôle joué par le secteur privé à un moment donné de notre histoire où notre économie va devoir répondre aux défis sur le plan de la concurrence que lui réserve la prochaine décennie.

Il faut tout d'abord que la croissance et l'expansion du Canada soient entretenues autant que possible par des capitaux canadiens. D'où les mesures d'austérité de la part du gouvernement ainsi que les coupures budgétaires afin de dégager davantage de ressources, ce qui permettra d'accroître d'autant la croissance.

Deuxièmement, les politiques gouvernementales, provinciales ou fédérales, doivent être axées sur la croissance. Je veux parler ici de toute une série de politiques visant à réglementer le contrôle de la qualité, les questions écologiques, la concurrence, les droits d'invention et les exigences de la bureaucratie au niveau de la paperasserie. Le gouvernement fédéral veillera à protéger les objectifs légitimes poursuivis par ces politiques mais nous nous efforcerons de les concevoir en sorte que les contraintes imposées par la croissance industrielle soient réduites au minimum.

Troisièmement, nous veillerons à l'existence de l'infrastructure économique nécessaire. Cette intervention portera sur les moyens de transport, les différents aménagements tels que les routes, les ports, les voies ferrées, les pipe-lines, les centrales électriques et énergétiques. Notre contribution sera triple: tout d'abord, nous faciliterons et accélérerons l'approbation des projets du secteur privé pour la construction du pipe-line de l'Alcan; ensuite, nous accorderons une aide accrue aux projets d'infrastructure par l'intermédiaire du ministère de l'Expan-

sion économique régionale; et enfin nous verserons des contributions directes à certains projets importants. On examine en fait actuellement une liste de grands projets qui pourraient démarrer d'ici deux ans.

Quatrièmement, pour que le Canada ne se laisse pas distancer dans la course à la concurrence des années 1980, il devra se doter d'une main-d'œuvre spécialisée et extrêmement compétente. On se penche actuellement sur les programmes fédéraux de formation de la main-d'œuvre, en vue d'augmenter substantiellement les diverses spécialisations de même que la formation au travail. Nous cherchons également à accroître la mobilité de la main-d'œuvre au Canada.

Cinquièmement, étant donné que notre croissance future sera fonction de notre technologie, le gouvernement a accru ses stimulants fiscaux à la recherche et au développement. Nous nous sommes également engagés à suivre un autre programme qui portera les dépenses de R et D du Canada à près de 1.5 p. 100 du produit national brut au début des années 1980. Le programme sera conçu de manière à ce que l'ensemble de la recherche et du développement soit effectué au sein de l'industrie.

● (1252)

Sixièmement, et c'est sans doute ce qui me tient le plus à cœur, on prévoit d'étendre le programme d'aide et de services à l'industrie. Je terminerai mon discours en commentant ce nouveau programme.

Des voix: Bravo!

M. Horner: Intelligence. Hier, le premier ministre a parlé de l'intelligence de nos vis-à-vis.

Je me réjouis que mon ministère n'ait pas trop écopé des réductions budgétaires. Au contraire, nous prévoyons d'accroître nos dépenses en matière d'aide à l'industrie. C'est ainsi que nous dépenserons l'an prochain les 28 millions de dollars que j'ai mentionnés aujourd'hui. Nos dépenses vont doubler pour l'année 1980-1981, pour atteindre 100 millions de dollars et la progression se poursuivra au cours des cinq premières années de la décennie.

Le gouvernement fédéral accentue ses dépenses dans certains domaines tout en en réduisant d'autres justement parce ce que nous considérons comme essentiel que l'entreprise privée soit le moteur de la croissance industrielle. Ce n'est pas une nouvelle priorité. Mais mon ministère l'a mise à l'ordre du jour. L'an dernier, la valeur des projets autorisés a atteint 125 millions de dollars et elle s'élève encore plus cette année. En fait, de septembre l'an dernier à septembre cette année, l'ensemble des projets autorisés atteint 159 millions de dollars. Pour l'année financière, nous allons dépasser les 125 millions de dollars de l'an dernier. La Banque fédérale de développement a prêté l'an dernier, 479 millions de dollars, dont 25 p. 100 à l'industrie manufacturière, soit 13 p. 100 de plus que l'année précédente sans compter l'accent qu'elle a mis sur les services de conseil en gestion.

La Société pour l'expansion des exportations a prêté plus de 1 milliard de dollars à des acheteurs étrangers de biens fabriqués au Canada contribuant ainsi à maintenir ou à créer près de 200,000 emplois au Canada.

Quand nous aurons terminé les consultations avec les provinces sur les modalités administratives, le programme de financement de mon ministère et de ses organismes associés